

(A)

(N° 212.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1922.

Projet de loi

relatif à l'augmentation des traitements des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités de l'État (1).

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COCQ.

MESSIEURS,

Le projet de loi dont s'agit, présenté par M. le Ministre des Sciences et des Arts, d'accord avec son collègue des Finances, a été déposé sur le bureau de la Chambre dans la séance du 7 mars 1922 (document n° 100).

Il a été examiné par les sections, le 16 mars.

La première section l'a adopté à l'unanimité, moins une abstention.

La deuxième » » » moins trois abstentions.

La troisième » » »

La quatrième » » » moins quatre abstentions.

La cinquième » » » moins une abstention.

La sixième section l'a repoussé par trois voix contre un et six abstentions.

La Section centrale s'est réunie une première fois dès le 21 mars et, après avoir pris connaissance des diverses objections et demandes d'explications complémentaires soulevées au sein des sections, a chargé son rapporteur de s'aboucher avec M. le Ministre des Sciences et des Arts afin d'obtenir de lui les renseignements jugés nécessaires pour élucider certains points ayant donné lieu à discussion.

Dans une seconde séance tenue le 6 avril, elle a repris l'examen détaillé

(1) Projet de loi, n° 100.

(2) La section centrale, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Gollier, Doms, Soudan, de Kerchove d'Exaerde, Cocq et Galopin.

du projet et, par un vote unanime, elle en a cette fois approuvé les diverses dispositions.

* * *

L'article premier établit un nouveau barème des traitements des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités de l'État.

Professeurs extraordinaires :

Minimum : 14,500 francs.

Maximum : 17,000 frs, pouvant être atteint après trois années de grade.

Professeurs ordinaires :

Minimum : 17.000 francs:

Maximum : 22,000 francs, pouvant être atteint après neuf années de grade, par des augmentations de 1,500 francs tous les trois ans ou tous les cinq ans si le titulaire a été autorisé à exercer conjointement une autre profession par application de l'article 12 de la Loi organique.

Administrateur-inspecteur (commissaire du Gouvernement près de chaque université) :

Mêmes traitements, minimum et maximum, que les professeurs ordinaires (augmentation tous les trois ans pendant neuf ans).

Les taux ne sont assurément pas exagérés. Notre pays a été, jusque dans ces dernières années, l'un de ceux qui rétribuaient le plus mal les savants qui se consacrent avec le plus noble désintéressement à l'enseignement universitaire. La loi organique du 15 juillet 1849 fixant à 6,000 francs le traitement des professeurs ordinaires et à 4,000 francs celui des professeurs extraordinaires n'a été modifié que quatorze ans après par la loi du 14 mars 1863, qui accorda parcimonieusement aux intéressés une augmentation de 1,000 francs, portant leurs traitements respectifs à 7,000 et à 5,000 francs.

Cette situation, déjà peu enviable, perdura pendant plus d'un demi siècle. Il a fallu la guerre et le bouleversement des conditions économiques générales qui s'en suivit, pour qu'on songeât à rétribuer d'une manière plus convenable les services de ceux qui sont chargés d'initier la jeunesse à la haute culture scientifique et littéraire, et dont un grand nombre ont illustré le nom belge par leurs travaux et leurs découvertes. Encore la loi du 22 février 1919, ne constitua-t-elle qu'une réparation illusoire de l'infériorité subie depuis si longtemps par le monde universitaire avec une dignité à laquelle on ne saurait trop rendre hommage. Le traitement des professeurs extraordinaires fut porté de 5,000 à 7,000 francs, plus une augmentation de 1,000 francs après cinq années de grade. Celui des professeurs ordinaires et de l'administrateur-inspecteur fut porté de 7,000 à 9,000 francs plus trois augmentations de 1,000 francs tous les cinq ans. Comme il fallait dix années pour passer de l'extraordinariat à l'ordinariat, le traitement maximum qui pouvait être atteint s'élevait donc à 12,000 francs après vingt-cinq années de fonction. Mais en compensation de ces avantages, l'État se réservait désormais le produit des inscriptions payées par les étudiants et qui avait jusque-

là appartenu aux professeurs entre lesquels il était partagé, formant la partie casuelle de leurs appointements.

Cette situation, vu la persistance du renchérissement de la vie, fut bientôt reconnue intolérable. La loi du 20 août 1920 vint y mettre un terme avec d'autant plus de raison que les traitements de tous les autres agents de l'Etat venaient de subir des augmentations. Le nouveau barème adopté fut le suivant :

Professeurs extraordinaires :

Minimum : 12,300 francs ;

Maximum : 13,600 francs, après cinq ans de grade.

Professeurs ordinaires :

Minimum : 14,900 francs ;

Maximum : 18,800 francs, à atteindre par des augmentations de 1,300 fr. tous les cinq ans.

Administrateur-inspecteur : même traitement.

En outre, une indemnité de 40 francs par heure de cours supplémentaires pour les professeurs extraordinaires et de 50 francs par heure pour les professeurs ordinaires pouvait être accordée jusqu'à concurrence de 90 heures par an.

Mais de nouvelles mesures ayant été prises et appliquées à partir du 1^{er} janvier 1921 en faveur des autres agents de l'Etat, M. le Ministre des Sciences et des Arts a pensé que la loi du 20 août 1920 devait être révisée en conséquence. C'est la raison d'être du projet actuel, qui établit en son article premier les nouveaux traitements des professeurs d'université en concordance avec l'augmentation générale des traitements de tous les fonctionnaires.

Il y a lieu de se rallier à ses propositions si équitables et si justifiées.

* * *

L'article 2 du projet prévoit cependant le cas où, par suite des fluctuations du coût de la vie, le Gouvernement serait amené à réviser le barème des traitements des agents de l'Etat. Il dispose que dans ces conditions le Gouvernement serait autorisé, sans qu'il soit nécessaire de faire voter une nouvelle loi, à procéder également à la révision du barème établi par l'article 1^{er}, en se conformant aux règles suivant lesquelles les barèmes des autres agents seraient éventuellement modifiés.

Cette disposition est absolument logique.

* * *

L'article 3 prescrit la rétroactivité au 1^{er} janvier 1921 pour l'application du nouveau barème.

Bien que cette disposition ait paru au premier abord d'une justification difficile, il y a lieu cependant de se rappeler que les autres agents de l'Etat ont obtenu leurs augmentations de traitement à partir de cette date et que s'il n'en a pas été de même pour les professeurs d'université, c'est parce

que leurs traitements doivent être fixés par une loi et non par un simple arrêté royal. Faut-il les faire pâtir de ce que le Parlement n'ait pas été saisi plus tôt de propositions en leur faveur? Nous ne le pensons pas.

* * *

L'article 4 du projet contient certaines dispositions relatives à la fixation du taux de la pension des professeurs d'université qui prendront leur retraite entre le 1^{er} janvier 1921 et le 31 décembre 1923. Leur pension sera calculée comme si le nouveau barème leur avait été appliqué depuis cinq ans au moment de leur retraite. Cette mesure se justifie parce qu'aux termes de la loi du 30 juillet 1879 la pension se calcule d'après le taux moyen du traitement pendant les cinq dernières années de la carrière. Si elle n'était pas décrétée, les professeurs prenant leur retraite dans un délai assez rapproché, ne profiteraient en rien du bénéfice de la loi nouvelle.

* * *

Enfin un amendement déposé par M. le Ministre de l'Agriculture demande en toute justice de faire bénéficier des mêmes mesures les membres du personnel enseignant de l'École de Médecine vétérinaire et des Instituts Agronomiques de l'État, qui jouissent des mêmes traitements que les professeurs d'université et doivent logiquement profiter des avantages ci-dessus concernant la fixation de leurs pensions.

La Section centrale propose donc à la Chambre de voter l'ensemble des dispositions du projet.

Le Rapporteur,

FERNAND COCQ.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MEI 1922.

Wetsontwerp

betreffende de verhooging der jaarwedden van de professoren en van de beheerders-opzieners der Staatsuniversiteiten (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COCQ.

MIJNE HEEREN,

Bedoeld wetsontwerp, ingediend door den Minister van Wetenschappen en Kunsten, in overleg met den Minister van Financiën, werd in de Kamer ter tafel gelegd in de vergadering van 7 Maart 1922 (stuk n^o 100).

Het werd door de Afdeelingen onderzocht den 16^e Maart.

Het werd aangenomen :

In de eerste Afdeeling, met algemeene stemmen, min een onthouding;

In de tweede » » » » min drie onthoudingen;

In de derde » » » »

In de vierde » » » » min vier onthoudingen;

In de vijfde » » » » min een onthouding;

In de zesde Afdeeling werd het verworpen met drie tegen een stem en zes onthoudingen.

De Middenafdeeling hield een eerste vergadering den 21^e Maart en, na kennis te hebben genomen van de verscheidene bezwaren en vragen om aanvullende inlichtingen, in de Afdeelingen uitgebracht, ge'astte zij haren verslaggever zich in betrekking te stellen met den Minister van Wetenschappen en Kunsten om de noodig geachte inlichtingen te bekomen tot verklaring van sommige punten, die tot bespreking aanleiding gegeven hadden.

(1) Wetsontwerp, n^o 100.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit de heeren Gollier, Doms, Soudan, de Kerchove d'Exaerde, Cocq en Galopin.

In een tweede vergadering op 6 April ging zij over tot het omstandig onderzoek van het ontwerp en ditmaal keurde zij de onderscheidene bepalingen daarvan goed met algemeene stemmen.

* * *

Door het eerste artikel wordt een nieuw barema van de jaarwedden der professoren en der beheerders-opzieners van de Staatsuniversiteiten vastgesteld :

Buitengewone professoren :

Minimum : 14,500 frank.

Maximum : 17,000 frank, dat na drie jaren graad kan bereikt worden.

Gewone professoren :

Minimum : 17,000 frank.

Maximum : 22,000 frank, dat na negen jaar graad kan bereikt worden door verhoogingen van 1,500 frank om de drie jaar of om de vijf jaar bijaldien de titularis werd gemachtigd terzelfdertijd een ander ambt uit te oefenen bij toepassing van artikel 12 der organieke wet.

Beheerder-opziener (commissaris der Regeering aan elke Universiteit) :

Zelfde jaarwedden, minimum en maximum als de gewone professoren (gedurende negen jaar eene verhoging om de drie jaar).

De bedragen zijn voorzeker niet overdreven. Tot in deze jongste jaren was ons land een dergene waar de geleerden, die zich met de edelste zelfverloochening aan het hooger onderwijs wijden, het slechtst betaald werden. De organieke wet van 18 Juli 1849, waarbij de jaarwedde der gewone professoren op 6,000 frank en die der buitengewone professoren op 4,000 frank was bepaald, werd slechts veertien jaar nadien gewijzigd door de wet van 14 Maart 1863, welke aan de belanghebbenden eene karige verhoging toekende van 1,000 frank, zoodat hunne onderscheidenlijke wedde op 7,000 en op 5,000 frank werden gebracht.

Deze reeds weinig benijdbare toestand bleef meer dan een halve eeuw voortduren.

De oorlog moest er komen en de daaruit voortvloeiende omverwerping van de algemeene economische toestanden, eer men er aan dacht, op eene meer behoorlijke wijze de diensten te bezoldigen van hen, die gelast zijn de jeugd voor de hooge wetenschappelijke en litteraire cultuur op te leiden, en onder dewelke een groot aantal door hunne werken en hunne ontdekkingen den naam van België hebben beroemd gemaakt! Nog bracht de wet van 22 Februari 1919 slechts een schamele vergoeding voor de minderwaardige behandeling welke de universitaire wereld zoolang heeft verdragen met een waardigheid, waaraan niet genoeg hulde kan worden gebracht. De jaarwedde der buitengewone professoren werd van 5,000 op 7,000 frank gebracht, plus eene verhoging van 1,000 frank na vijf jaren graad. Die van de gewone professoren en van den beheerder-opziener werd gebracht van

7,000 op 9,000 frank, plus drie verhoogingen van 1,000 frank om de vijf jaar. Daar er tien jaar noodig waren om van buitengewoon professor benoemd te worden tot gewoon professor, bedroeg dus de maximum-wedde, die kon bereikt worden, 12,000 frank na vijf en twintig jaar ambtsvervulling. Doch, tot vergoeding van deze voordeelen behield de Staat voortaan voor zich de opbrengst der door de studenten betaalde inschrijvingsrechten welke, tot dan toe, ten goede kwam aan professoren, voor wie zij de bijwinst van hunne bezoldiging uitmaakte.

Met het oog op de aanhoudende levensduurte werd deze toestand weldra ondraaglijk erkend. De wet van 20 Augustus 1920 heeft daaraan met des te meer reden een einde gesteld, daar de wedden van al de overige Staatsbeambten verhoogd werden. Het volgende nieuw barema werd aangenomen :

Buitengewone professoren :

Minimum : 12,300 frank.

Maximum : 13,600 frank na vijf jaren graad.

Gewone professoren :

Minimum : 14,900 frank.

Maximum : 18,800 frank te bereiken door vijfjaarlijksche verhoogingen van 1,300 frank.

Beheerder-opziener : zelfde wedde.

Daarenboven kon eene vergoeding van 40 frank per uur worden verleend voor bijkomende cursussen aan de buitengewone professoren en 50 frank per uur aan de gewone professoren tot beloop van 90 uren per jaar.

Vermits echter vanaf 1 Januari 1921 nieuwe maatregelen werden getroffen en toegepast ten voordeele van de overige Staatsbeambten, was de Minister van Kunsten en Wetenschappen van gevoelen dat bijgevolg de wet van 20 Augustus 1920 moest worden herzien. Deze beweegreden gaf aanleiding tot het huidig ontwerp, waardoor, in het eerste artikel, de nieuwe wedden der hoogleeraren in verhouding worden gebracht tot de algemeene verhoging der wedden van al de ambtenaren.

Bij deze zoo billijke als gerechtvaardigde voorstellen dient men zich aan te sluiten.

* * *

Door artikel 2 wordt echter het geval voorzien, waarin, ten gevolge van de levensduurte, de Regeering er toe kon gebracht worden, het barema der Staatsbeambten te herzien. Naar luid van dit artikel zou de Regeering, onder deze omstandigheden, zonder dat het noodig zij eene nieuwe wet te doen goedkeuren, gemachtigd zijn insgelijks het bij artikel 1 vastgestelde barema te herzien, overeenkomstig de regelen volgens dewelke de barema's der overige beambten zouden gewijzigd worden.

Dit is eene volstrekt logische bepaling.

* * *

Artikel 3 voorziet voor de toepassing van het nieuw barema terugwerkende kracht vanaf 1 Januari 1921.

Ofschoon deze bepaling op het eerste gezicht bezwaarlijk te billijken scheen, dient nochtans te worden opgemerkt, dat de overige Staatsbeambten hunne weddeverhoogingen hebben gekregen te rekenen van dezen datum en dat voor de universiteitsprofessoren hetzelfde niet kon gelden juist omdat hunne wedden moeten vastgesteld worden door eene wet, niet door een eenvoudig Koninklijk besluit. Moeten zij het nu ontgelden, dat aan het Parlement niet vroeger voorstellen te hunnen bate werden ingediend? Wij meenen neen.

* * *

In artikel 4 komen sommige bepalingen voor betreffende de vaststelling van het bedrag van het pensioen der universiteitsprofessoren die, tusschen 1 Januari 1921 en 31 December 1925, op pensioen zullen worden gesteld. Dit pensioen zal berekend worden alsof de nieuwe weddestandaard hun, bij hunne oppensioenstelling, sedert vijf jaar werd toegepast. Deze maatregel is billijk wijl, naar luid der wet van 30 Juli 1879, het pensioen wordt berekend naar het gemiddeld bedrag van de wedde der laatste vijf jaar. Zoo hij niet werd ingevoerd, zouden de professoren, die hun ambt neerleggen in een naaste toekomst, geen voordeel hebben bij de nieuwe wet.

* * *

Een amendement, ingediend door den Minister van Landbouw, stelt voor, dezelfde voordeelen billijkheidshalve toe te kennen aan de leden van het leerkorps van 's Rijks Vecartsenijschool en van 's Rijks Landbouwscholen, die dezelfde wedden trekken als de professoren der universiteiten en logischerwijze bedoelde voordeelen moeten genieten, wat betreft de vaststelling hunner pensioenen.

De Middenafdeeling stelt dus aan de Kamer voor, het ontwerp in zijn geheel aan te nemen.

De Verslaggever,

FERNAND COCQ.

De Voorzitter,

M. PIRMEZ.